

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

21^{ème} année - N° 3809 - Vendredi 29 Janvier 2021 - Prix : 200 Fc

COVID-19

Le personnel soignant de Samba demande du renfort



**Les vols d'Ethiopian Airlines
suspendus en France, pour 4 jours**

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

**Prières aux heures officielles
Du 26 au 30 Janvier 2021**

Lever du soleil:
05h 57mn
Coucher du soleil:
18h 40mn

Fadjr : 04h 48mn
Dhouhr : 12h 22mn
Ansr : 15h 55mn
Maghrib: 18h 43mn
Incha: 19h 57mn



COOPÉRATION MULTILATÉRALE

Préparation du plan cadre SNU-Comores 2022-2026

Le Système des Nations Unies aux Comores (SNU) en collaboration avec le gouvernement comorien a organisé un atelier de validation de la version préliminaire du plan cadre des Nations Unies pour le développement durable 2022-2026 en Union des Comores. Cet atelier devra permettre de construire un consensus sur les actions prioritaires pour accélérer le développement durable des Comores.

Réunissant les différentes parties prenantes au développement des Comores, un atelier de validation de la version préliminaire du plan cadre des Nations Unies pour le développement durable 2022-2026 a eu lieu lundi dernier via une visioconférence à Moroni en présence du minist-

re des affaires étrangères, Dhoahir Dhoulkamal, du nouveau coordinateur résidant du Système des Nations Unies, François Batalingaya et du commissaire général au plan Fouad Goulam. Cet atelier devra permettre de construire un consensus sur les actions prioritaires pour accélérer le développement durable aux Comores dans les domaines social, économique, politique et environnemental.

Lors de cette séance, le coordinateur résidant du SNU F. Batalingaya a invité les participants à exprimer au maximum leurs idées et à partager leurs expériences car « celles-ci aideront sûrement à bâtir un nouveau cadre de coopération, qu'on tirera les leçons du passé, tout en préservant les acquis qui ont donné des résultats probants, tout en rompant avec les



approches qui ont montré leurs limites ».

Pour rappel, le plan cadre des Nations Unies pour l'aide au déve-

loppement 2015-2021, conclut entre le gouvernement et le SNU arrive à son terme. A cet effet, l'équipe pays des Nations Unies a

initié en début d'année un processus visant à préparer ce nouveau cycle de programmation pour la période 2022-2026, qui a commencé par un exercice interne aux Nations Unies, d'analyses communes du pays, qui a permis de comprendre les contextes économiques, sociopolitiques et environnementaux du pays.

Par ailleurs, ces consultations se veulent encore plus inclusives, car elles impliquent les représentants des associations des jeunes et des femmes, des organisations patronales et des employés, les groupes les plus défavorisés, dans la mesure du possible, tels que les personnes en situation d'handicap, afin de ne laisser personne pour compte.

Raanti Aboubacar

RETOUR DU COUVRE-FEU

Pertes sèches pour les vendeurs de brochettes

Dans son allocution du lundi 23 janvier, le chef de l'Etat a annoncé le renforcement des mesures restrictives pour faire face à la deuxième vague de covid-19. Le couvre-feu de 20 heures à 05 heures du matin a été réinstauré. Une décision justifiée mais qui ne fait pas le bonheur des vendeurs de brochettes et autres commerces nocturnes.

De 20h à 05h du matin, les rues de la capitale et ses environs sont vides. De Rive Gauche jusqu'à Chez Clarisse

en passant par place Karthala, c'est le désert total. Les clients qui fréquentent habituellement ces brochettes ont peur de sortir au risque d'être attrapé par les forces de l'ordre pour violation du couvre feu. Dans cette deuxième vague de Covid-19, ce sont encore eux, qui sont les plus impactés par les mesures restrictives. De 17h à 20h, rares sont les personnes qui s'aventurent dans les lieux pour s'offrir en famille ou entre amis les dernières grillades de viande ou de « mabawa ».

Ahmed Ali, un des vendeurs de

brochette à Karthala avoue que le président a pris la bonne décision. « C'était la bonne décision à prendre. La décision du président Azali Assoumani a d'ailleurs retardé. Il était temps de renforcer les mesures afin de barrer la route à cette deuxième vague », avoue-t-il, tout en précisant qu'il aurait aimé que le couvre-feu commence à 22h. « Si le couvre-feu était fixé à 22h, nous aurions de la marge pour gagner quelques sous », poursuit-il.

Comme en 2020, le couvre-feu va impacter ces vendeurs de bro-

chettes qui ont certainement des bouches à nourrir. « 20h c'est tôt pour nous. Cela ne nous permet pas de bien travailler. Et même on n'arrive pas à écouler la moitié de notre stock de viande. Les clients ont peur d'être attrapés par la gendarmerie. On aimerait bien que le couvre-feu commence à 22 heures », avance-t-il.

Un autre vendeur a aussi salué la décision du président Azali et l'appelle à mener une réflexion pour accompagner la population surtout les plus démunis. « C'est notre boulot. Si on ne le fait pas, on

sera incapable de trouver quoi à manger et ni même assurer la scolarité de nos enfants. Le président Azali doit commencer à réfléchir sur les conséquences », dit-il. Et lui d'ajouter que : « Jusqu'à 20h, nous avons une petite marge. On n'arrive même pas à écouler ce qu'on a acheté. Mais on n'a pas le choix. On doit respecter la décision des autorités de l'Etat ».

Nassuf Ben Amad

CONFÉDÉRATION AFRICAINE DE FOOTBALL

Kenya sanctionné, Comores honorées

La Caf vient de frapper fort, pour violation aux règles sanitaires liées à la covid-19. Lors des éliminatoires de la Can en match aller au Kenya comme au retour aux Comores, la Fkf a fait fi des gestes barrières. A Nairobi, deux hommes politiques ont discuté avec leur équipe au terrain. Et sur place aux Comores, deux personnalités de la même fédération, testées positives au coronavirus, ont osé déchirer les résultats devant l'arbitre du match. La Caf a siégé : six mois de suspension pour les deux officiels, assortie d'une amende de 14.600 euros pour la fédération.

Suite à la violation du protocole sanitaire de la covid-19, commise par les sociétaires de la Fédération Kenya de Football (Fkf) en novembre dernier au stade omnisports Maluzini des Comores, la commission de disci-

pline de la Confédération Africaine de Football (Caf) s'est saisi du dossier et a siégé. Les deux personnalités de la Fkf suscitées sont Ronny Oyando, directeur technique des Harambee Stars de Kenya, et Barry Otienole secrétaire général de la Fkf.

Pour rappel, lors du match retour, Coelacanthos des Comores # Harambee Stars, comptant pour la qualification à la phase finale de la Coupe d'Afrique des Nations (Can), la sélection de Kenya avait refusé de faire tester ses membres. Un long débat s'était engagé. « Qu'est ce qui se passe ? Pourquoi les arbitres ne se présentent pas toujours au terrain ? Y a-t-il un problème de gris-fris ? », s'était interrogé le public. Mais, face à la persévérance des autorités sanitaires comoriennes, les visiteurs ont fini par céder. Le test du coronavirus est effectué.

Après une longue attente, les résultats sont arrivés. Force est de

constater que six membres de la délégation de Kenya, dont quatre joueurs et les deux hauts dignitaires de la fédération, Ronny Oyando, et Barry Otieno ont été déclarés positifs. Ces deux derniers avaient manifesté des scènes de discourtoisie et de contestation. Ils ont arraché des mains de l'arbitre les résultats des tests et les ont déchirés devant lui. Pire, malgré le danger de contaminer les adversaires, leur coéquipier, les arbitres, et même les adolescents ramasseurs de balle, les quatre joueurs kenyans, testés positifs, dont le capitaine Victor Wanyama, ont participé au duel. Défi, irresponsabilité ou méchanceté ?

Le commun des mortels s'interroge à raison. Avant de prendre le vol à Nairobi, la délégation kenyane n'était-elle pas soumise au test de coronavirus, comme l'exige la Fifa et la Caf ? Le refus de se soumettre au test avant le coup d'envoi n'était-



il pas un geste planifié ? En tout cas, l'insistance et la ténacité qu'ont fait preuve les Comoriens ont fasciné la Caf. Mieux, le geste des autorités sanitaires locales a été salué par le Comité de Normalisation (CoNor), la Caf et toute la communauté footballistique.

Par conséquent, Ronny et Barry écotent d'une suspension de six mois, chacun, et la Fkf est sanction-

née d'une amende 2.2 million de shillings (16.400 euros). Ce jour-là, les visiteurs avaient perdu la partie (2-1). Les Comores sont honorées par leur loyauté ! La 1ère sanction infligée à la Fkf, pour négligence aux mesures sanitaires par deux hommes politiques, s'élevaient à un million de shillings (7.500 euros).

Bm Gondet

COVID-19

Le personnel soignant de Samba demande du renfort

Quatre médecins et une poignée d'infirmiers pour 150 patients covid-19 à l'hôpital de Samba, dont une vingtaine en soins intensifs. Ces soignants tirent la sonnette d'alarme.

La prise en charge à l'hôpital de Samba a probablement atteint ses limites. 150 est le nombre des personnes hospitalisées dont 25 en soins intensifs. Le problème en est que seulement 4 médecins et quelques infirmiers veillent sur ces malades. Dimanche 24 janvier dernier, plusieurs patients parmi lesquels Omar Mhoussein ont lancé un appel de détresse, qu'ils s'estimaient laissés plusieurs heures

sans assistance médicale. Selon nos informations, le personnel soignant est encombré, une évidence car 4 médecins ne peuvent pas prendre en charge toutes ces personnes et appellent à un renfort.

Selon une source autorisée le gouvernement aurait pris contact avec certains infirmiers d'ailleurs pour renforcer le personnel médical de Samba. Ces derniers ont accepté sous réserve que les autorités leur paient les indemnités y afférentes mais également leur louent des chambres durant toute la période d'affectation pour éviter d'être en contact avec leurs familles. Car effectivement, les germes du nouveau variant dit sud-africain n'est

pas comme celui de la première vague. « C'est-à-dire qu'une infirmière qui vit en famille ne peut pas aller à Samba et retourner chez elle sous peine de mettre les siens en danger ».

D'après toujours notre interlocuteur une réunion d'urgence a été tenue dimanche 24 janvier dernier au ministère de la santé afin d'étudier le problème et trouver un moyen de renforcement des capacités. Mais pour quand ? L'hôpital de Samba serait déjà saturé, chaque jour on compte au moins un mort. Parallèlement, cela fait presque une semaine que les soignants envoyés à Mohéli pour lutter contre la pandémie se débrouillent pour se nour-

rir et se loger. Leur prise en charge par l'État n'a duré qu'une semaine, la première selon un d'eux que nous avons contacté au téléphone.

Certaines patients craignent par crainte préfèrent s'auto-médicaliser à domicile au lieu de se rendre dans les hôpitaux dédiés à la covid-19 tandis d'autres se rendent dans les cliniques privées, non habilitées à prendre en charge les malades de coronavirus. Ce qui n'est pas sans conséquence. Rien que du vendredi au samedi 23 janvier, six personnes ont été emportées par la pandémie.

Interrogée sur ce sujet, la ministre de la santé dit que les autorités sanitaires sont conscientes du problème et elles font le tout pour y

remédier au plus vite. « Il est vrai que le personnel soignant est insuffisant mais l'équipe qui était à Mohéli sera là cette semaine afin de leur apporter un renfort. J'appelle donc aux patients de comprendre que les médecins sont là pour eux, ils font le maximum pour les soigner et il faut collaborer avec eux », souligne telle. A titre de rappel, environ une soixantaine de membres du personnel soignant est contaminé en cette période de covid-19. Tous étaient au chevet des malades et ils sont aujourd'hui en train de se remettre pour la plupart.

Andjouza Abouheir

Les vols d'Ethiopian Airlines suspendus en France, pour 4 jours

Paris a annoncé mercredi 27 janvier la suspension pour 4 jours des vols Ethiopian Airlines vers la France. Cette décision est motivée par le « manquement » aux règles sanitaires liées à la crise de coronavirus.

Paris ferme ses portes à la compagnie Ethiopian Airlines. Cette décision, tombée comme un couperet aux oreilles des voyageurs notamment franco-comoriens qui devaient voyager le lendemain jeudi, n'est que provisoire puisqu'elle ne durera que 4 jours, soit jusqu'au dimanche 31 janvier. L'annonce a été faite par le ministre délégué aux transports Jean-Baptiste



Djebbari, mercredi 27 janvier dernier. Cette suspension a été motivée par un constat des manquements aux règles sanitaires instaurées par Paris.

Selon le protocole sanitaire édicté aux agences de transports aériens « un test PCR négatif est obligatoire pour les passagers à destination de la

France ». Cette mesure est l'une des stratégies mises en place pour freiner la propagation de la Covid-19 et c'est aux compagnies aériennes de s'en assurer au départ. « Des manquements ont été constatés de la part d'Ethiopian Airlines. Nous avons donc décidé de suspendre leurs vols à destination de la France », devait-il expliquer.

Il y a une semaine des passagers en provenance des Comores à destination de Paris ont été testés positifs à l'aéroport de Paris-CDG alors qu'ils étaient déclarés négatifs au départ de Moroni. Laxisme ou erreur de diagnostic au niveau des faussaires des tests covid-19 a déjà

été démantelé à Moroni mais les auteurs ont été relâchés, sans jamais être jugés.

Un passager qui est parti en France la semaine dernière avait reçu les résultats de son test lesquels se sont avérés positifs. Il a quand bien même pris la direction de l'aéroport le jeudi pour prendre l'avion pour Paris. Après que les agents de santé lui aient demandé son test, il a feint de l'avoir oublié à la maison. « Puis ils m'ont demandé le reçu attestant que j'avais déjà fait le test et payé les 30.000 fc de droit, ce que je me suis empressé à exécuter. Puis ils m'ont laissé passer ».

Andjouza Abouheir

Deuxième lot d'équipements médicaux français

Pour porter main forte à l'Union Comores gravement touchée par la pandémie de coronavirus, un avion des Forces Armées de la Zone Sud de l'Océan Indien (FAZSOI) a apporté un lot d'équipements médicaux dans le but de renforcer le plan de riposte. C'est la deuxième aide de la France aux Comores depuis l'apparition de la deuxième vague de Coronavirus.

Un avion des Forces Armées de la Zone Sud de l'Océan Indien (FAZSOI) est arrivé à Moroni ce jeudi 28 janvier en partance de La Réunion et à son bord, des équipements médicaux utiles à la lutte contre l'épidémie de Covid-19 qui sévit actuellement le pays. Cette aide réunionnaise a été réceptionnée par l'ambassadrice de France Jacqueline Bazza Mazzoni et le ministre en charge de la défense Youssoufa Mohamed Ali.

À bord de ce vol, un lot d'équipements composés de 750 kg de matériel de la Plate-forme d'Intervention Régionale Océan

Indien (PIROI), outil de la Croix-Rouge française qui mène depuis 2000 un programme régional de gestion des risques de catastrophes dans la zone Sud-Ouest de l'océan Indien, 12 000 tests antigéniques fournis par l'Agence Régionale de Santé de La Réunion, 100 000 masques FFP2 offerts

par le Conseil départemental de La Réunion.

Cette opération s'inscrit dans une démarche de solidarité globale et concertée entre l'Etat et les collectivités de La Réunion (La Région et le Département) en faveur des Comores. Pour rappel, la complémentarité et la coordina-

tion des interventions publiques pour plus d'efficacité est l'esprit qui a présidé à la mise en place de la Plate-Forme France Coopération Océan Indien (PCFOI).

Andjouza Abouheir



Arrivée du matériel sanitaire en provenance de La Réunion.

La Gazette des Comores
 Directeur général
 Said Omar Allaoui
 Directeur de la publication
 Elhad Said Omar
 Rédacteur en chef
 Mohamed Youssouf
 Secrétaire de rédaction
 Toufé Maecha
 Rédaction
 A. Mmagaza
 M.I.M Abdou
 A.O. Yazid
 Andjouza Abouheir
 Nassuf Ben Amad
 Kamal Gamal Abdou
 Nabil Jaffar
 Riwad
 Raanti Aboubakar (Stagiaire)
 Chronique Sportive
 B.M. Gondet
 Mise en page
 Abdouchakour Aladi Nourou
 Responsable commercial
 Mariama Mhoma
 Documentation archiviste
 Hadidja Abdou
 Photographe / Site Web
 Mohamed Said Hassane
 Impression
 Graphica Imprimerie
 www.lagazettedescomores.com
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45

HABARI ZA UDUNGA

Combats anachroniques

"Puisque ces mystères me dépassent, feignons d'en être l'organisateur". Un personnage de Cocteau :

Dans les îles de la lune, nous passons notre temps à tuer le temps. Et pourtant, quand nous avons à réaliser une tâche, nous courons après ce temps. En réalité, nous aimons nous donner l'impression que nous réalisons des choses extraordinaires quand nous nous essouffons à mettre en pratique une activité donnée. Pour certains, cela leur permet de n'avoir pas de compte à rendre, dans la mesure où, on pourra toujours justifier des dépenses inconsidérées, liées à l'urgence.

Aussi il existe une certaine confusion, entre ce qui est prioritaire et ce qui est urgent. Chez nous, nous nous servons de ce qui est urgent pour noyer certaines priorités dans le pays. En termes de gouvernance, on est passé progressivement de la situation coloniale à une situation où on est dirigé par des préceptes issus du discours technocratique des institutions internationales. Avec tout ce que cela comporte d'effets collatéraux.

Il n'est pas inutile de rappeler que la plupart des programmes économiques mis en œuvre par les pays pauvres sont « dictés » par ces honorables institutions. Sans pour autant dédouaner nos dirigeants sur les responsabilités qui sont les leurs, on devrait demander à ce qu'une évaluation soit faite sur la part de propositions issues des responsables de nos pays dans ces programmes.

En d'autres termes, dans un pays où les lois sont toujours vécues par certains comme des entraves qu'il convient de contourner ou tout simplement d'ignorer, il faudrait revoir notre approche des problèmes. Il serait souhaitable que les administrations reviennent leur façon d'appréhender leurs rapports avec leurs administrés et appliquent une gestion axée sur des résultats, à l'instar des projets. Sans cela, nos administrations continueront à se remplir de fonctionnaires « non ren-

seignés » selon le jargon consacré.

Il nous paraît cependant chimérique et inopérant de traiter les problèmes, seulement sous l'angle du binocle des institutions internationales. Compte tenu de la nature de notre pays, nous sommes dans l'impossibilité d'appliquer la théorie économique classique pour l'analyse des coûts et bénéfices. Nous devons creuser d'autres pistes et cela est possible dans ce monde des nouvelles technologies de l'information et de la communication

Face à cette situation, tout un ensemble de questions exige d'être résolu pour que ce sujet soit convenablement traité. Il faudrait que les différentes structures de la sphère politique, adoptent des mesures à la hauteur des enjeux. Tergiverser à tout bout de champ, ne fera qu'empirer le mal. Il ne s'agit pas ici, de mettre un cautère sur une jambe de bois et penser pouvoir s'en tirer à bon compte.

Le microcosme sous les cocotiers a toujours pensé que le change-

ment d'institutions est la panacée. Les pays qui ont connu un développement maîtrisé sont ceux qui ont assuré une stabilité politique en promouvant une classe moyenne responsable. Le fait essentiel demeure que les îles de la lune sont toujours dans l'ornière. Le microcosme politique sous les cocotiers doit prendre la mesure, du temps perdu, dans des combats anachroniques au vu des enjeux actuels.

Mmagaza

Xinjiang: les chiffres et les faits

Récemment, l'ancien Secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo a annoncé que les États-Unis considèrent que la Chine a commis au Xinjiang un « génocide » et des « crimes contre l'humanité » à l'encontre des musulmans ouïgours et d'autres minorités ethniques. Selon les réalités rétablies, c'est complètement faux.

Au cours des plus de 60 années écoulées, l'espérance de vie moyenne est passée de 30 ans à 72 ans au Xinjiang. La population ouïgoure a continué de croître, augmentant de 25,04 % entre 2010 et 2018, soit un taux de croissance supérieur à celui de la population totale du Xinjiang qui était de 13,99 % et nettement plus élevé que celui de l'ethnie Han qui était de 2%. Les langues écrites et parlées, les cultures traditionnelles et les coutumes de toutes les minorités ethniques du Xinjiang

sont bien protégées et transmises, et tous les groupes ethniques jouissent pleinement de tous les droits, dont le droit à la survie et le droit au développement.

En 2019, le Xinjiang a reçu plus de 200 millions de touristes chinois et étrangers. Plus de 1 200 diplomates, journalistes et représentants des communautés religieuses venant de plus de 100 pays ont visité le Xinjiang. Tout en appréciant les magnifiques paysages du Xinjiang, ils ont témoigné de leurs propres yeux la solidarité, l'harmonie, la joie et la paix au sein des habitants de tous les groupes ethniques du Xinjiang.

En 2020, dans la lutte contre l'épidémie de COVID-19, le gouvernement chinois, attaché à la primauté du peuple et de la vie, a pris des mesures résolues, scientifiques



et décisives pour protéger dans la mesure du possible la vie et la santé des personnes de tous les groupes ethniques, y compris les Ouïgours.

Ambassade de Chine aux Comores

COMMUNIQUE

ANKIBA, MODEC, NOUVELLE OPACO, SYNACO, GEEC ADIEU OMAR MOUHSINE

La Nouvelle OPACO, le SYNACO, le MODEC, ANKIBA (Anjouan), GEEC (Anjouan) et toute la communauté des opérateurs économiques ont appris avec douleur la perte subite de leur frère, ami et confrère OMAR MOUHSINE décédé dans la nuit du 26 au 27 janvier 2020.

Créateur et dirigeant de nombreuses entreprises (Hôtel Karthala, MohssineFarm...), Omar a été le porteur de plusieurs projets (Maisons clés en mains, importateur de véhicules) qui n'hésitait pas à assumer les risques nécessaires pour les mettre en œuvre. Omar était au niveau de tout le secteur privé, l'homme porteur de nombreux projets innovants et qui était en avance sur tout le monde. C'est dire combien Omar Mouhsine aimait son pays et souhaitait le voir décoller.

Nous avons perdu un frère, un confrère et surtout un ami proche de tout le monde. En ce moment de douleur profonde,

nos regards se tournent vers ses enfants à qui nous présentons nos sincères condoléances. Qu'Allah le tout puissant leur donne la force suffisante pour accepter sa décision de rappeler Omar. A toute la famille d'OMAR nous exprimons notre sympathie et partageons leur douleur. Sincères condoléances.

Pour marquer sa douleur, le secteur privé fermera magasins et bureaux, le vendredi, correspondant au 3ème jour du deuil, de 7h à 10h, et ce sur l'ensemble du territoire.

NOUS SOMMES EN DEUIL. NOUS PRIONS ALLAH LE TOUT PUISSANT POUR QUE L'AME D'OMAR REPOSE EN PAIX ET QU'IL L'AGREE A SON PARADIS

Moroni, le 27 janvier 2021